



# PLAIDOYER

POUR le sieur Grosjean ;  
Prêtre , Curé de Neufon-  
taine, & Chapelain de la Cha-  
pelle de S. Vrain Dubouchet,  
Demandeur.

CONTRE le sieur Palliet ,  
Prêtre du Diocèse de Paris ,  
Défendeur.

A N É E 1733

MESSIEURS,

LES incidents , que font naître Châtelet  
les bénéfices , n'ont plus rien d'éto-  
nant pour nous ; & ce qui doit sa



M. l'Evêque d'Autun, dans le diocèse duquel se trouve cete chapelle.

Le 26<sup>me</sup> Avril de la même anée, ma Partie a pris possession de cete chapelle. Le sieur Langlois n'avoit aquis, qu'une partie de la terre Dubouchet. Dans son acquisition se trouvoit le château de cete terre, qui renfermoit la chapelle, dont il s'agit. Il avoit, par conséquent, des Coseigneurs. Ces Coseigneurs prétendoient, également, avoir droit à la collation de cete chapelle; & en effet ils avoient nommé le Curé de Mouffy. Cela faisoit une instance entre ce Curé & celui, pour qui je parle.

Le 27<sup>me</sup> Juin 1721, le sieur Langlois intervient, dans cete instance au Bailliage de Saint-Pierre-le-Moutier, & prend le fait & cause de celui, pour qui je parle. Le 9<sup>me</sup> Juillet 1721, celui, pour qui je parle obtient, en ce Bailliage, une Sentence, sur délibéré, qui lui adjuge la récréance de la chapelle en question. Le Curé de Mouffy appelle de cete Sentence; & le 5<sup>me</sup> Mai 1722, il se défiste de son apel.

Celui, pour qui je parle, se trouve dont, Messieurs, en possession pleine,



entière, & tranquille du bénéfice, dont il s'agit, non seulement, sur la nomination & collation du sieur Langlois, mais même, sur son intervention. Celui, pour qui je parle, a une Sentence de récréance, qui acquiert, par le défistement de l'appellant, la plus grande authenticité; & cete jouissance a commencée le 26<sup>me</sup> Avril 1721.

Cependant les contestations, entre les Coseigneurs de la terre Dubouchet, s'instruisent: & le 13<sup>me</sup> Février 1728, on rend une Sentence, aux Requêtes de l'Hôtel, qui ordonne, que le droit de nomer un Chapelain à ladite chapelle Dubouchet sera commun, entre ledit Langlois, le sieur de Sauvage, & consorts Coseigneurs, ce faisant déclare les nominations respectives faites dudit Chapelain à ladite chapelle Dubouchet nulles, faute d'y avoir procédé, unanimement, en conséquence ordonne, qu'il sera procédé, de nouveau, à la nomination d'un Chapelain. Cete Sentence ordonne, en même-temps, la licitation du droit de patronage de cete chapelle, disposition assez curieuse, & dont il est difficile de pré-



voir la possibilité de l'exécution.

Le 25<sup>me</sup> Octobre 1728, le sieur Langlois fait signifier cete Sentence à celui, pour qui je parle, qui n'y étoit point Partie, & dont il y avoit apel: observation importante: & il lui déclare, qu'il n'ait point à s'immiscer, dorénavant, dans les fonctions de Chapelain de ladite chapelle, sous les protestations, que fait ledit sieur Langlois, qu'au cas que, par l'événement de la licitation, qui sera faite entre lui & ses Coseigneurs, le droit de patronage & nomination de ladite chapelle Dubouchet lui fût adjugé, la nomination, par lui précédemment faite, de la persone de celui, pour qui je parle, ne pourra préjudicier audit sieur Langlois, ni doner atteinte à la liberté, qui lui est acquise, aussi bien qu'à ses Coseigneurs, de nomer un autre Chapelain.

L'apel de cete Sentence s'instruit. Un des Coseigneurs prétendoit avoir droit de nomer, seul, à cete chapelle, come descendant, en ligne directe, de celui, qui l'avoit fondée. C'est le moyen, que je trouve écrit dans le vu de l'Arêt. La Sentence



ordonnoit la licitation du patronage.

Un Arêt du 2<sup>me</sup> Septembre 1730, met l'appellation & Sentence du 13<sup>me</sup> Février 1728, au néant, en ce que par icelle il a été ordonné, que la licitation du droit de nomination à la chapelle Dubouchet seroit faite entre les Parties, émendant, quant à ce, ordonne, que le droit de nomination à ladite chapelle apartiendra à l'adjudicataire du château de la terre Dubouchet.

Cete Sentence du 13<sup>me</sup> Février 1728, n'a donc, jamais, été exécutée, quant à ce chef. Elle disparoit donc, à cet égard. Le sieur Langlois a soin, cependant, le 4<sup>me</sup> Novembre 1730, de faire signifier cet Arêt à celui, pour qui je parle, & de renouveler les protestations déjà faites, en signifiant la Sentence. Je n'ai point vu comment il a été procédé à la licitation de la terre: mais le sieur Langlois se dit adjudicataire du château: & je n'ai garde de le lui contester.

Alors, & le 18<sup>me</sup> Novembre 1730, le sieur Langlois présente, pour cete chapelle, la Partie adverse, la chapelle, dit-il, étant, à présent, vacante,



n'y ayant point de Chapelain pourvu, juridiquement, de ladite chapelle. La Partie adverse le 29<sup>me</sup> Novembre 1730, prend le *visa* de M. l'Evêque d'Autun. Ce *visa*, come vous le savez, Messieurs, ne se refuse à personne; aussi n'a-t-il, jamais, été, pour personne un titre proposable. Les Evêques, en cete partie, ne sont point Juges. Ils ne se piquent pas même d'être Jurisconsultes à cet égard; & ils ne donent aucune attention à un *visa*, qu'ils acordent, toujours, sans examen, & souvent sans succès.

Le 8<sup>me</sup> Mars 1731, la Partie adverse prend possession du bénéfice; & le 5<sup>me</sup> Mai 1731, on signifie ses titres à celui, pour qui je parle, qui avoit, alors, une possession réelle de 10, années. Celui, pour qui je parle, a fait assigner la Partie adverse, en son domicile élu sur les lieux, au Bailliage de Saint-Pierre-le-Moutier. La Partie adverse a évoqué en cete Cour. Dans l'instant, nous avons aquiescé à l'évocation, trop heureux d'attendre notre jugement de Magistrats aussi intelligents, qu'équitables.

Tels sont, Messieurs, les faits de



cete cause ; & je ne doute , nullement , qu'ils ne vous présentent , d'abord , tous mes moyens. Le droit du sieur Langlois Dubouchet n'a , jamais , été interrompu. Il m'a nommé dans le temps , qu'il étoit propriétaire des bâtimens Dubouchet , car c'est une observation , que je vous prie , Messieurs , de saisir.

Le sieur Langlois, propriétaire d'une portion considérable de la terre Dubouchet , & des bâtimens , me nome à la chapelle , qui se trouve , dans ces bâtimens : & ce n'est pas une simple présentation , que le sieur Langlois fait de ma personne , c'est une collation pleine , indépendante de toute autre volonté , come la disposition en appartenant , de plein droit , audit Langlois , & la chapelle étant en collation laïque , c'est-à-dire n'étant point soumise , quant à la collation , à la juridiction Ecclésiastique , la libre disposition en appartenant à celui seul , qui représente le fondateur. J'ai donc , en ma faveur , cete nomination pleine & entiere. Le sieur Langlois a donc consommé , totalement , son droit , à cet égard. La collation de cete chapelle



ne demandoit, pour sa perfection, que la simple nomination du collateur. Un acte du 11<sup>me</sup> Avril 1721, me fournit cete nomination. Tout est donc consommé dès-lors. La chapelle est remplie.

A ce droit, que celui, pour qui je parle, ne devoit tenir, que du collateur laïque, peu instruit des droits de ce collateur, celui, pour qui je parle, joint le *visa* de l'Evêque, qui lui étoit inutile, qu'il ne devoit pas même prendre, mais que le sieur Langlois lui-même, aussi peu instruit de ses droits, que celui, pour qui je parle, a reconnu, & avoué, dans sa requête d'intervention, du 27<sup>me</sup> Juin 1721, & que la Sentence de récréance du 9<sup>me</sup> Juillet adopte, également, au nombre des pieces. C'est donc un nouveau droit, que j'ai aquis, que le sieur Langlois, lui-même, a reconnu, & qui met le sceau à ma nomination, déjà parfaite par elle-même; car la maxime est certaine, qu'après un *visa* de l'Evêque, en vertu duquel on a pris possession, le patronage laïque ne peut plus varier.

Je joins à cete nomination du 11<sup>me</sup>



Avril 1721, une prise de fait & cause, de la part du sieur Langlois, du 27<sup>me</sup> Juin 1721, qui confirme ma nomination, qui la soutient, & l'étaye, pour ainsi dire, d'une nouvelle force.

Enfin une Sentence de récréance du 9<sup>me</sup> Juillet 1721, ne laisse aucun doute à mon droit. Il y avoit eu apel de cete Sentence. J'en ai le désistement, du 5<sup>me</sup> Mai 1722. L'efet de cete Sentence est donc plein & entier. Aucun jugement ne l'a infirmée. Elle jouit donc, actuellement, de toute sa force: & on la doit regarder, à présent, come une décision inattaquable.

Que peut donc oposer la Partie adverse à des titres si authentiques? Du génie, des graces, des talents déjà formés, presque en naissants. (C'étoit la premiere cause de M. Simon, dont les progrès ont été si rapides au Barreau.) Vous l'avez entendu, Messieurs, avec plaisir: mais ce sont des moyens réels, qu'il vous faut présenter. La Partie adverse les croit trouver, dans la Sentence du 13<sup>me</sup> Février 1728, qui déclare les nominations respecti-



ves nulles, & ordonne, que la nomination sera faite, unanimement.

Mais premièrement, cete Sentence n'a jamais été exécutée : & aujourd'hui même on ne demande pas son exécution. Ce ne sont point les Coseigneurs du sieur Langlois, qui s'élèvent contre ma nomination ; & c'est à eux seuls, cependant, que cete Sentence donne le droit de le faire. Ce ne sont pas ces Coseigneurs, qui, de concert avec le sieur Langlois, ont, unanimement, nommé la Partie adverse : & c'est, cependant, l'unique forme de nomination, qu'indique cete Sentence. Car ce n'est point une nullité absolue, que prononce cete Sentence. Ce n'est qu'une nullité relative, & eu égard à l'intérêt des Copatrons. Ce n'est point au sieur Langlois seul, que cete Sentence donne le droit d'une nouvelle nomination, c'est à tous ces Copatrons réunis. Or ils n'ont pas demandé cete nouvelle nomination. Le sieur Langlois ne peut donc, pour nommer seul à cete chapelle, invoquer un jugement, qui décide, en termes précis, qu'il n'y nommera, qu'avec ses Copatrons.



Deuxièmement , cete Sentence n'a point été confirmée , en ce chef. Elle prononceoit , que les Copatrons nomeroient , unanimement , un Chapelain , & l'Arêt ordonne , que le Chapelain fera nommé par l'adjudicataire du château. La Sentence est donc infirmée. Sa disposition disparoît. Vous ne pouvez plus me l'oposer.

Cet Arêt du 2<sup>me</sup> Septembre 1730 ; ne vous peut donc servir à aucuns égards. Car il donne à l'adjudicataire du château le droit de nommer à cete chapelle. Or le sieur Langlois avoit , dans son acquisition , le château Dubouchet , lorsqu'il m'a nommé. Il a conservé cete acquisition. Tout étoit donc consommé , à cet égard , le 2<sup>me</sup> Septembre 1730 , lorsque l'Arêt a été rendu.

Mais supposons , Messieurs , plus de doute , qu'il ne vous en paroît , certainement , dans les titres , que je vous présente , ma seule possession ne me suffit-elle pas ? C'est mon second moyen. La possession pacifique & triennale forme , en faveur d'un bénéficiaire , une prescription ecclésiastique , que les Conciles ont établie , pour



empêcher les troubles, que causent les procès sur les bénéfices. C'est pour-quoi celui, qui a joui, sans trouble, d'un bénéfice quel qu'il soit, pendant trois années entières, ne peut être inquiété par un autre, quand même le dernier prétendrait avoir aquis un droit nouveau, pourvu que le possesseur pacifique ait, en sa faveur, un titre coloré, & qu'il ne soit ni intrus, ni simoniaque.

C'est la disposition du décret, si fameux dans les matieres bénéficiales, sous le titre de *pacificis possessoribus*, décret tiré du Concile de Basle, tenu en 1431, & observé en France, approuvé par la Pragmatique Sanction, autorisé par le Concordat. *Quicumque non violentus, sed habens coloratum titulum, pacificè, & sine lite prelaturam, dignitatem, officium, vel beneficium, triennio proximo, hætenus possedit, vel, in futurum, possidebit, non possit postea in petitorio, vel possessorio, à quoquam, etiam ratione juris noviter impetrati, molestari.* Ce sont aussi les termes de la Pragmatique Sanction, de *pacificis possessoribus*.  
*§. Quicumque. Statuimus quoque quod quicumque,*



*de pacificis possessoribus.* 217  
quicumque , dummodò non sit violentus , sed habens coloratum titulum , pacificè , & sine lite praelaturam , dignitatem , personatum , administrationem , vel officium , seu quodcunque beneficium ecclesiasticum , triennio proximo , hætenus , vel pro tempore possederit , seu possidebit , in petitorio & possessorio , à quoquam , etiam ratione juris noviter impetrati , molestari nequeat. C'est ainsi que s'explique le Concordat de pacificis possessoribus , §. statuimus.

Cete disposition du Concile étoit , infiniment , nécessaire , pour arrêter la cupidité des ecclésiastiques , toujours plus avides de bénéfices , qu'attentifs à en remplir les devoirs. Or cete disposition est précise. Elle n'est pas équivoque. Je n'entasserai point ici , Messieurs , les autorités immenses , qui se réunissent , pour garantir l'exécution de ce décret. Elle est certaine. Il me suffit donc d'en faire l'aplication.

La possession triennale , pacifique met le bénéficié à couvert de toute inquiétude. Elle le soustrait , nécessairement , à la voracité de ces ravisseurs de bénéfices , pour parler d'après



Dumoulin, qui n'abordent un home placé, que pour lui trouver quelque défaut, qui ne s'informent du titre d'un bénéfice, que pour ataquier le bénéficiier, *ut potè lata contra involutores illos alienorum beneficiorum, litium que artifices.*

Or cete possession triennale pacifique est-elle douteuse dans celui, pour qui je parle? Ce n'est, que par la voie de l'assignation, que la possession triennale peut être interrompue. Si la Partie adverse prétend, que la signification, qu'elle a faite de ses titres lui tiennne lieu d'une assignation, à la bone heure: mais cete signification n'est que du 5<sup>me</sup> Mai 1731: & je possédois dès le 26<sup>me</sup> Avril 1721. Ce n'est donc pas une possession triennale. C'est une possession de dix anées.

Car la Partie adverse ne peut invoquer l'instance du Curé de Mouffy. Il est des principes les plus certains, que le trouble ne peut servir, que celui, qui a intenté l'action, dans les trois ans, & qu'un tiers, qui n'a point agi, dans les trois premieres anées de la possession, ne peut pas ataquier un possesseur triennal, sous prétexte, qu'il



n'a point possédé, paisiblement, pendant trois années.

Or le sieur Langlois n'a point inquiété celui, pour qui je parle, pendant les trois premières années de sa possession. Que dis-je, il l'a même secouru contre celui, qui l'inquiétoit. Il est intervenu contre lui. Il a pris le fait & cause de ma Partie. Cete possession paisible & triennale est donc certaine contre le sieur Langlois; & elle ne sauroit être contestée, par celui, qui ne se présente, qu'avec sa nomination.

D'ailleurs quand on regarderoit le trouble du Curé de Mouffy come un trouble, qui pût servir la Partie adverse, ce qui n'est pas, la possession triennale est, toujours, valable après la récréance, s'il ne s'est fait aucune poursuite, pendant trois années. C'est ainsi que l'ont jugé plusieurs Arêts, que rapporte Papon, liv. 8<sup>me</sup>, tit. 9<sup>me</sup>, n. 2<sup>me</sup>. Or, depuis le 5<sup>me</sup> Mai 1722, jour du désistement, jusqu'au 5<sup>me</sup> Mai 1731, jour de la signification des prétendus titres de la Partie adverse, celui, pour qui je parle, trouve une possession plus que suffisante. Il n'a.



donc rien à craindre des efforts de ses Adversaires.

Que la Partie adverse ne croie pas, non plus, pouvoir invoquer le procès d'entre les Coseigneurs de la terre Dubouchet, au sujet de ce bénéfice; car il est certain, que le décret *de pacificis possessoribus* ne souffre aucune altération, par les procès, qui se poursuivent contre un autre, que le possesseur paisible du bénéfice, quoiqu'il s'y agisse du même bénéfice. Ainsi la Sentence du 13<sup>me</sup> Février 1728, l'Arêt du 2<sup>me</sup> Septembre 1730, dans lesquels je n'étois point Partie, que l'on n'a, jamais, demandé, qu'ils fussent déclarés comuns avec moi, ces jugements ne peuvent pas être oposés à ma possession décennale pacifique. Ils ne le feront pas, du moins, avec succès.

Cete possession ne nous laisse donc plus de doute, Messieurs. Celui, pour qui je parle, se l'est acquise, sous toutes les conditions nécessaires, pour s'en assurer le privilege. Ce n'est point à la violence, qu'il doit cete possession critique, *non violentus*, c'est à un titre certain. Je me flate de vous l'avoir



démontré. Le sieur Langlois étoit, dès-lors, adjudicataire du château; & c'est cet adjudicataire, que l'Arêt du 2<sup>me</sup> Septembre 1730, conserve dans ce droit de nomination, c'est du moins à un titre coloré, *habens coloratum titulum*. Le sieur Langlois se prétendoit seul nominateur de ce bénéfice. Il l'est demeuré, en effet. On ne lui sauroit contester le droit, qu'il avoit, alors, de nommer pour sa portion. Il prétendoit l'avoir en totalité; & l'événement n'a pas démenti ses prétentions. Quand même on supposeroit quelque défaut, de la part du collateur, quand même il s'en seroit trouvé, dans celui, qui a été pourvu, quand la forme des provisions seroit vicieuse, il suffit, selon tous les Canonistes, qu'il y ait une preuve constante, par écrit, de la volonté du collateur. Cete preuve enfante ce que l'on appelle un titre coloré: & ce titre suffit à la possession triennale. Elle n'est interdite cete possession, si précieuse à la tranquillité de l'Eglise, & à l'édification des fideles, que ces procès troublent, souvent, & scandalisent, toujours,



elle n'est interdite, qu'à ceux, qui ont obtenu des bénéfices, par simonie, qu'à ceux, qui se sont mis en possession, par violence, sans un titre Canonique, qu'à ceux, que la honte de la confidence rend indignes de tous privileges.

Permettez-moi, Messieurs, de finir cete dissertation, peut-être déjà trop détaillée, pour établir des principes si certains, permettez, que je la finisse, par une espece, qui decele, parfaitement, toute l'étendue, que l'on donne à la possession triennale, c'est l'espece d'un Arêt rendu, en 1717. Je la trouve, dans les Loix Ecclesiastiques, partie seconde, au chap. 18<sup>me</sup> de la prise de possession des bénéfices.

Le sieur Dardan, Doyen de l'Eglise Royale de Moulins, ayant été pourvu, en 1692, de la chapelle de sainte Catherine de la Jumeliere du Diocese d'Angers, qu'il avoit permutée, pour la Cure de Beaupreau, qui est dans le même Diocese, le sieur Julien Marchand, qui avoit permuté cete chapelle, étant décédé, en 1703, le sieur Cormery se fit pourvoir, par M. l'E-



vêque d'Angers, du bénéfice de sainte Catherine de la Jumeliere. La prise de possession du sieur Cormery donna lieu à une complainte, entre lui & le sieur Dardan.

Le sieur Cormery disoit, pour soutenir son droit prétendu, 1°. qu'il y avoit eu une confidence, entre les Copermutants, suivant les Bulles de Pie V, & de Sixte V, parce que le sieur Julien Marchand avoit, toujours, perçu les fruits du bénéfice, 2°. que le sieur Dardan étoit intrus, parce qu'il avoit fait un bail des revenus de la chapelle, avant que la permutation eût été admise, 3°. que ses provisions étoient nulles. En effet la procuration, pour permuer, n'étoit point spéciale. On n'en avoit point suivi toutes les dispositions. Elle n'avoit point été reçue par un Notaire Apostolique; & il n'y en avoit point eu de minute. La minute des provisions, qui avoit été signée, par les témoins, n'avoit point été signée, par le Collateur; & l'expédition, délivrée par le Greffier, & signée par le Collateur, n'étoit point signée par les témoins. La présenta-



tion du Patron, la procuration, pour permuter, les provisions & les autres titres n'avoient point été infinués. La publication de prise de possession n'étoit point régulière. On ne rapportoit pas la procuration, en vertu de laquelle le Procureur du sieur Dardan avoit pris possession du bénéfice contentieux.

Une Sentence des Requêtes du Palais avoit maintenu le sieur Dardan en possession de la chapelle. Il y eut apel. Sur l'apel, l'Auteur des Loix Ecclésiastiques, dont la réputation est uniforme, & qui, lors-même qu'il vivoit, au milieu de nous, avoit su réunir tous les suffrages, cet Auteur écrivit, pour le sieur Dardan; & il nous apprend, qu'il soutint, que le sieur Julien Marchand n'ayant joui des fruits de la chapelle, qu'en vertu de son bail, dont il avoit payé le prix au nouveau titulaire, les soupçons de confidence tomboient d'eux-mêmes. A l'égard des défauts, dans les titres, il fut obligé de convenir, que ces défauts s'y rencontroient en effet,

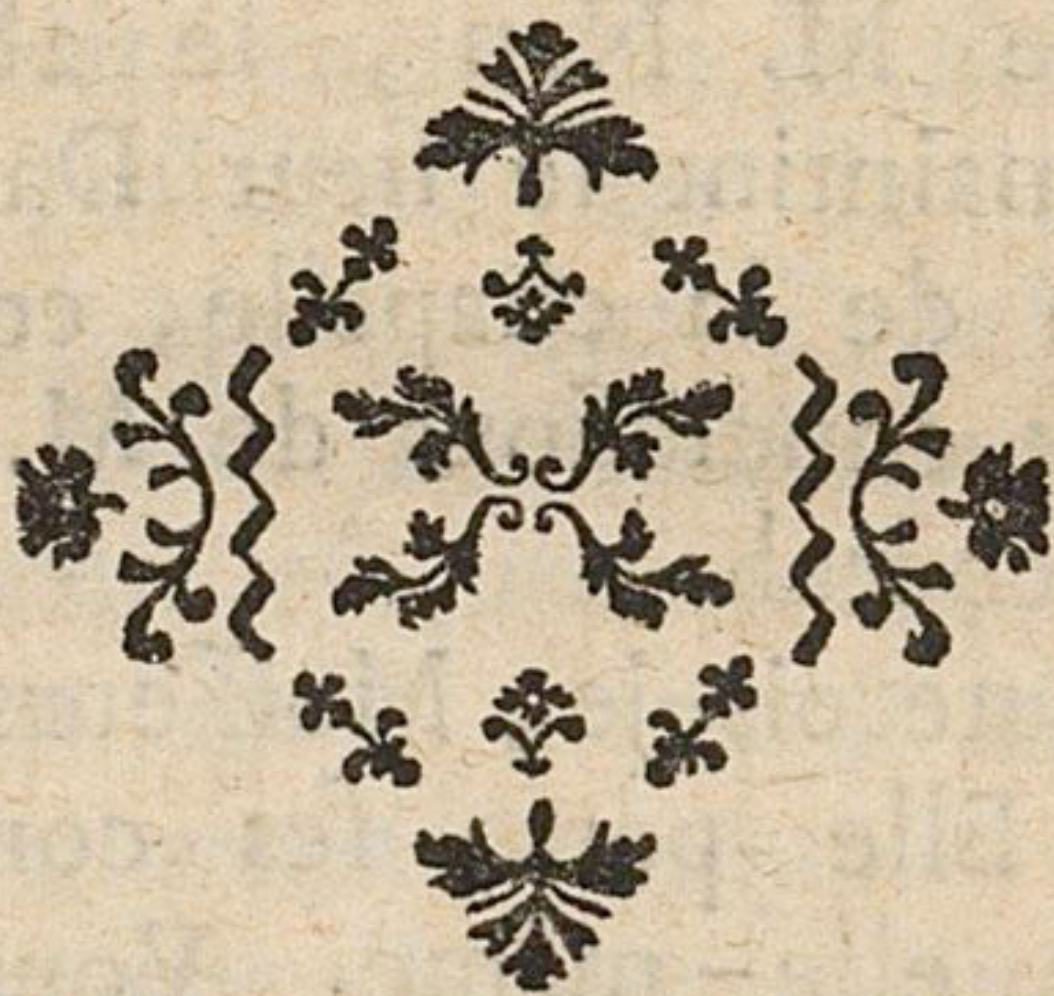


& qu'ils étoient si essentiels , qu'un seul suffiroit , pour faire priver du bénéfice un titulaire , qui n'auroit point , en sa faveur , la possession triennale ; mais il ajouta , que tous ces défauts étoient couverts , par la possession pacifique , parce qu'ils étoient tous extrinseques , & qu'ils n'empêchoient pas , que le titre ne fût coloré. L'Arêt qui fut rendu , au rapport de M. Nau , le 28<sup>me</sup> Mai 1717 , maintint le sieur Dardan en possession de la chapelle , conformément aux conclusions de M. le Procureur Général.

Qu'ajouterois-je , Messieurs , à cete espece ? Elle porte ses conséquences avec elle-même. Vous sentez toute la faveur de cete possession pacifique. Il suffit , qu'elle soit triennale ; & c'est une décennale , que j'invoque. Vous voyez , que l'authenticité de mes titres n'auroit pas besoin même de cete possession. Tout se réunit donc en ma faveur ; & vous allez apprendre au sieur Langlois , qu'il n'est plus temps d'examiner sa nomination , mais qu'elle



étoit valable, qu'il n'a, jamais, usé  
que de son droit, & que le seul  
reproche, qu'il se puisse faire, à  
cet égard, c'est d'avoir voulu va-  
rier dans l'exécution de ce droit.





## MOTIFS DU JUGEMENT.

CE n'est point ici une affaire ordinaire. On n'y voit pas, ainsi que dans les autres especes de cete nature, deux contendants se disputer le même bénéfice. C'est un Collateur, qui l'a déferé, volontairement, lorsque le droit de nomination lui étoit contesté par des Coseigneurs, & qui prétend, que sa propre nomination est nulle, dès que son droit est devenu certain. On ne trouvera, peut-être, pas d'exemple d'une si singuliere variation.

La cause, que je défendois, étoit soutenue sur cete nomination même, inattaquable, sur-tout de la part du Collateur de qui on la tenoit, & sur la possession pacifique & triennale.

On a déjà vu cete question du dernier état traitée, dans mon treizieme Volume, aux Requêtes du Palais, en l'année 1724, page premiere. J'y rapporte, dans les Motifs du Jugement, deux autres especes pareilles, que j'ai discutées, en 1734, & en 1736. Mais



228 *Sur le décr. de pacific. posses.*  
ce sont , dans toutes , des circonstan-  
ces différentes , & des principes , que  
ces circonstances ne rendent pas les  
mêmes. Enforte que ces especes , réu-  
nies , forment un traité complet sur  
cete matiere.

J'ai gagné toutes ces causes. M. Si-  
mon , devenu si célèbre depuis , plai-  
da celle-ci contre moi. C'étoit sa  
premiere cause. Il y employa les plus  
grands efforts. Il la soutint avec cete  
éloquence mâle & nerveuse , qui l'a  
caractérisé ; & l'on trouva , en lui ,  
cete force de raisonnement géométri-  
que , que lui avoient aquisé ses pre-  
mieres études. Il perdit , cependant ,  
sa cause. Les principes prévalurent.  
Une Sentence du 31<sup>me</sup> Janvier 1733 ,  
débouta de ses demandes ce Collateur  
si singulier. Les seules circonstances  
du fait auroient décidé cete affaire.

